

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



***SINGULARITE DU PRESIDENT AHMADINEJAD
SUR L'ECHIQUIER DU POUVOIR EN IRAN***
Faut-il en avoir peur?



**Mémoire de géopolitique
du commandant Patrice MORAND
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'islam »**

Directeur : Professeur Bassam TAHHAN

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Singularité du président Ahmadinejad sur l'échiquier du pouvoir en Iran
2. 2007_memoire_geop_Ahmadinejad_Morand
3. Commandant, armée de l'air, MORAND Patrice, France
4. 10 mars 2007
5. Division B – groupe B3
6. Mémoire de géopolitique
7. A l'heure de la brûlante question du nucléaire et du risque de prolifération associé, l'Iran demeure une énigme pour nombre de chancelleries occidentales. En juin 2005, les électeurs iraniens ont une nouvelle fois créé la surprise en portant leurs suffrages sur un homme politique de second plan, Mahmoud Ahmadinejad, qui s'est vite distingué par sa personnalité inquiétante, habitée de propos négationnistes et d'idéaux révolutionnaires. L'analyse des rapports entre le président Ahmadinejad et l'échiquier du pouvoir en Iran révèle toute la complexité d'un modèle ancestral de relations sociales fondé sur le clientélisme. Près de deux ans après son entrée en fonction, dans les faits, le nouveau président n'est pas forcément l'ultraconservateur incontrôlé que l'on a craint. Par ailleurs, bien incapable de maintenir la cohésion de la coalition de circonstance qui l'a porté au pouvoir, il apparaît aujourd'hui remarquablement affaibli. En revanche, son élection marque bien la fin d'une époque, ne serait-ce que parce qu'elle signe l'ascension d'une nouvelle génération politique.
8. Iran, Ahmadinejad, Guide suprême, révolution, réseaux, consensus, provocations, nationalisme, nucléaire, élections, ultraconservateur, cercle de pouvoir.

SINGULARITE DU PRESIDENT AHMADINEJAD SUR L'ECHIQUIER DU POUVOIR EN IRAN

Faut-il en avoir peur ?

SOMMAIRE

1^{ère} partie : Complexité et opacité de l'échiquier du pouvoir en Iran

Au sommet de la hiérarchie, le Guide de la révolution

Une organisation complexe de pouvoir central

L'influence des réseaux

2^{nde} partie : Une coalition de circonstance autour de la singularité d'Ahmadinejad

Retour sur une victoire surprise aux élections

Le représentant d'une nouvelle génération

La mise en œuvre modérée d'un programme radical

3^{ème} partie : Une inexorable perte de vitesse

Le temps des contre-pouvoirs

Le dossier nucléaire, un pion au service d'une stratégie

Un soutien qui s'effrite au grand jour

Introduction

L'Iran est aujourd'hui une démocratie singulière de soixante-dix millions d'habitants particulièrement fiers de leur passé d'empire prestigieux. Profondément marquée par les blessures de l'histoire liées aux ingérences extérieures, elle a su reconquérir incontestablement un rôle d'acteur régional majeur et constitue plus que jamais un pivot stratégique entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Portant un lourd contentieux avec les démocraties occidentales, et notamment la première d'entre elles, les Etats-Unis, elle a orienté sa politique extérieure vers l'est, nouant un remarquable tissu de relations avec la Chine, l'Inde et d'autres pays d'Asie. Elle aspire pourtant secrètement à une reconnaissance internationale, enjeu du difficile dénouement de ses relations avec le monde occidental.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il est important de rappeler qu'une vaste dynamique de changements a fait se succéder en Iran, en un peu moins de trente ans, toute une série de périodes structurantes : la Révolution de 1979, temps de mobilisation et de ferveur quasi unanime, les premiers mois de la République qui voient un courant politico-clérical imposer son pouvoir dans la violence, les années de défense nationale et implicitement de défense de la Révolution lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), la période de reconstruction sous l'ère de M. Rafsandjani (1989-1997), et enfin la période d'ouverture et d'espoirs déçus, portés par la tentative avortée de réformes sous la présidence de M. Khatami (1997-2005).

A l'heure de la brûlante question du nucléaire et du risque de prolifération associé, l'Iran demeure une énigme pour nombre de chancelleries occidentales. En juin 2005, les électeurs iraniens ont une nouvelle fois créé la surprise en portant leurs suffrages sur un homme politique de second plan, Mahmoud Ahmadinejad, qui s'est vite distingué par sa personnalité inquiétante, habitée de propos négationnistes et d'idéaux révolutionnaires. Il s'agit dans ce mémoire d'analyser les rapports entre le président Ahmadinejad et l'échiquier particulièrement complexe du pouvoir en Iran. Près de deux ans après son entrée en fonction, dans les faits, le nouveau président n'est pas forcément l'ultraconservateur incontrôlé que l'on a craint. Par ailleurs, bien incapable de maintenir la cohésion de la coalition de circonstance qui l'a porté au pouvoir, il apparaît aujourd'hui remarquablement affaibli. En revanche, son élection marque bien la fin d'une époque, ne serait-ce que parce qu'elle signe l'ascension d'une nouvelle génération politique.

1^{ère} partie : Complexité et opacité de l'échiquier du pouvoir en Iran

Proclamée le 1^{er} avril 1979, la république islamique d'Iran résulte historiquement de la monopolisation du pouvoir d'état par un groupe de clercs politisés, le *parti républicain islamique* (PRI), qui ne représentait qu'une partie des forces révolutionnaires, comme de l'institution cléricale d'ailleurs. Ayant pris la forme d'un régime autoritaire revendiquant une double légitimité théocratique et populaire, elle repose sur la loi islamique, la *charia*, et sur le principe de tutelle des clercs, la *velayat-e-faqih*.

1.1 Au sommet de la hiérarchie, le Guide de la révolution

La constitution iranienne de 1979 place l'ensemble des institutions politiques, judiciaires, militaires et médiatiques sous l'autorité du Guide de la révolution. Selon son 5^{ème} principe, « *docteur du dogme, juste et vertueux, au courant de l'évolution de l'époque, courageux, efficace et habile* », il constitue la plus haute autorité politique et religieuse du pays. Elu par l'assemblée des experts, il est chargé de guider la spirituellement communauté et de veiller à ce que les autorités politiques suivent les préceptes du Coran. C'est pourquoi, il est aussi nommé *vali-e faghih*, c'est-à-dire gardien de la loi islamique. En bref, il est l'incarnation idéologique du régime post-révolutionnaire.

Le Guide est actuellement l'ayatollah Seyed Ali Khamenei, considéré comme le chef de file des conservateurs. D'origine modeste, il n'est pas membre de la fière aristocratie religieuse de Qom, qui le considère avec un certain mépris. C'est son appartenance au cercle étroit des premiers révolutionnaires qui lui a permis de succéder à l'ayatollah Khomeiny, à sa mort en juin 1989.

1.1.1 Des pouvoirs étendus

Son pouvoir est considérable et lui permet d'exercer un étroit contrôle sur l'ensemble du pays. Les forces armées régulières, les forces paramilitaires *pasdarans* qui encadrent les *bassidjis*, ces milices des mœurs islamiques qui quadrillent le pays et font office de forces anti-émeutes, les médias publics et un certain nombre de prédicateurs dans les milliers de mosquées lui obéissent directement. Un représentant du bureau du Guide assiste chaque gouverneur de province et chaque

ministre. Le ministère des renseignements et de la sécurité nationale, le VEVAK¹, fonctionne sous son contrôle direct, ne rendant de comptes ni au gouvernement, ni au parlement. Doté d'un budget secret, cet organe développe une machine de répression politique tentaculaire. Enfin, le Guide nomme la plus haute autorité du pouvoir judiciaire, qui nomme à son tour le procureur général et le chef de la cour suprême. La stabilité du régime repose clairement sur la maîtrise globale d'un système coercitif cohérent, qui entretient au sein de la population une crainte dissuasive envers toute tentative de remise en cause de son autorité.

En outre, la constitution confère au Guide une influence prééminente sur une pièce majeure de l'échiquier du pouvoir, le conseil des gardiens de la constitution. Sur les douze membres éminents que compte ce conseil, il nomme personnellement les six religieux, les six autres étant des juristes d'islam nommés par le parlement. Si bien qu'aujourd'hui, tous les gardiens sont conservateurs ou ultraconservateurs. Leur président est l'ayatollah Ahmad Jannati, un conservateur partisan des premiers jours de la révolution, qui fait partie du conseil depuis sa création en 1980 et occupe cette fonction depuis près de vingt ans. Or, les gardiens de la constitution ont deux tâches principales :

- approuver ou refuser les candidats qui se présenteraient aux élections locales, législatives ou présidentielles. Ceux-ci sont donc indirectement imposés par le pouvoir d'une oligarchie gravitant autour du Guide.
- veiller à la constitutionnalité et à la conformité aux principes de l'islam des lois votées au parlement, les ratifiant ou les rejetant le cas échéant. Ce pouvoir de contrôle sur le législatif est fréquemment utilisé pour bloquer les réformes jugées trop libérales. A titre d'exemple, à l'été 2003, les gardiens de la constitution ont rejeté, pour non-conformité aux principes de l'islam, l'adhésion aux conventions sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes, contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants.

Par son influence sur cet organe de surveillance aux pouvoirs étendus, le Guide dispose donc d'un levier indirect puissant, lui permettant à la fois de filtrer les candidats potentiels à nombre de postes officiels, dont celui de président de la république, et de neutraliser le pouvoir législatif du *majlis*.

¹ Acronyme de « *Veżarat-e Ettlā'at va Amniat-e Keshvar* ».

1.1.2 Le contrôle du parlement

Le *majlis* est l'assemblée consultative islamique, l'équivalent d'un parlement : elle vote les lois, accorde ou refuse sa confiance à l'exécutif, ratifie les traités internationaux et approuve le budget national. Cette assemblée compte 290 députés élus au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans, après avoir franchi le filtre du conseil des gardiens. Le conseil des gardiens conservant le pouvoir de bloquer les lois, le filtrage n'est généralement pas trop sévère, conférant à ces élections un caractère relativement démocratique. C'est ainsi que l'action des réformateurs majoritaires au *majlis* menée sous l'impulsion du président Khatami a été magistralement neutralisée et discréditée. Les dernières élections législatives de février et mai 2004 ont ramené la majorité du côté des conservateurs affiliés au Guide. L'actuel président du *majlis*, M. Gholami Haddad-Adel, est le gendre du Guide. Enfin, en dernier recours, le Guide dispose du pouvoir de s'opposer à chaque instant aux projets de loi du parlement, voire d'annuler les votes des députés islamiques en appliquant son droit de veto.

En définitive, il dispose d'un panel étendu de pouvoirs lui offrant la possibilité de laisser croire à un véritable exercice de la démocratie par l'alternance entre réformateurs, conservateurs et ultraconservateurs. En tout état de cause, par un subtil jeu d'influences, il conserve un contrôle certain sur les institutions.

1.1.3 Le contrepois de l'assemblée des experts

Afin de contrebalancer l'étendue des pouvoirs confiés au Guide, la constitution a prévu un organe de contrôle. Ce rôle est confié à l'assemblée des experts, qui dispose du droit de confirmer dans ses fonctions ou éventuellement de révoquer le Guide, et d'élire un successeur. Compte tenu de l'enjeu que représente le contrôle de cette assemblée, le conseil des gardiens en sélectionne scrupuleusement tous les religieux candidats. Contrairement au *majlis*, il n'est pas question que cette assemblée ne soit pas acquise au Guide, afin qu'elle cautionne le maintien du régime en place. Elus au suffrage universel pour huit ans, les 86 membres « cultivés et vertueux » de cet organe acquièrent une influence prépondérante sur le Guide, qui ne peut pas éluder leur avis. Actuellement, le président de l'assemblée des experts est le vieil ayatollah Ali Akbar Meshkini, arrivant au bout de ses forces à 85 ans. L'influence en son sein revient donc aux deux vice-présidents : l'hodjatoleslam² Ali Rafsandjani et l'ayatollah Mesbah Yazdi.

L'annexe 1 présente un schéma synthétique de l'organisation des institutions du pays, auquel il est utile de se référer pour visualiser ce système politique complexe.

² Titre honorifique donné aux clercs reconnus comme penseurs islamique remarquables.

1.2 Une organisation complexe du pouvoir central

1.2.1 *Un clergé divisé entre pouvoir et théologie*

Sur le plan religieux, bien que la révolution ait instauré le principe de la tutelle des clercs, la *velayat-e-faqih*, le clergé qui compte environ 300 000 mollahs, est divisé entre ceux qui participent directement à la gestion de l'état et ceux qui privilégient un islam traditionnel bâti autour de la relation avec les écoles de théologie et les simples fidèles. Les mollahs de Téhéran se distinguent donc de ceux de la ville sainte de Qom. Parmi ces derniers, se trouve une frange majoritaire, qui, sur une base théologique, n'adhère pas à l'idéologie officielle, à savoir l'implication des religieux dans la conduite de l'état et la supériorité d'un ayatollah par rapport aux autres. Pas véritablement contestataire, à quelques exceptions près³, elle s'accommode de la situation courante affichant une neutralité tacite envers un système qui leur procure des avantages.

La seule exception réside dans un courant radical ultraconservateur, minoritaire à Qom, qui est mené par l'ayatollah Mesbah Yazdi, le principal théoricien du fondamentalisme en Iran. Celui-ci est à la tête d'un certain nombre d'instituts théologiques et d'écoles religieuses, formant des clercs imprégnés de l'idéologie du régime et destinés à faire carrière dans les institutions, notamment au sein du pouvoir judiciaire et du ministère des renseignements et de la sécurité, le fameux VEVAK évoqué supra. Ces deux organes institutionnels sont noyautés par un réseau idéologique clérical dont la cohésion repose sur l'enseignement dispensé. Ainsi, les juges des tribunaux d'exception qui fonctionnent indépendamment du cadre judiciaire classique, comme le tribunal de la presse ou le tribunal spécial du clergé, semblent obéir directement aux cercles ultraconservateurs de Qom, plutôt qu'au chef plus modéré de l'appareil judiciaire, l'ayatollah Shahroudi, pourtant nommé par le Guide. Or, en dehors des affaires courantes, la justice est un outil fréquemment utilisé pour censurer des journaux d'opposition et faire pression sur les adversaires politiques du régime, ce qui met en avant toute la complexité des relations entre ces deux branches du clergé.

1.2.2 *Une nébuleuse de partis politiques*

Sur le plan politique, après l'autodissolution du *parti républicain islamique* des premières heures de la révolution, seuls deux courants rivaux ont une existence officielle. Soutenus par de multiples factions islamiques réparties en plusieurs centaines de partis, ce sont le *ruhaniyat* qui

³ Notamment, l'ayatollah Montazeri.

rassemble les réformateurs et le *ruhaniyoun* qui rassemble les conservateurs et sa branche dissidente, les ultraconservateurs, dont le président Ahmadinejad est issu. Dans l'ensemble, rares sont les partis politiques qui disposent d'une véritable organisation couvrant l'ensemble du territoire, ce qui fait dire à Olivier Roy que « *dans l'histoire de l'Iran islamique, il n'y a jamais eu de véritable parti politique* »⁴. Leurs existences sont souvent éphémères, et ils constituent une sorte de nébuleuse mouvante autour de coalitions instables. Toutefois, quelques partis se distinguent actuellement et méritent d'être cités, comme *le front de participation à l'Iran islamique* et *la société des clercs militants* côté réformateurs, ou *les cadres de parti de la construction*, *l'association du clergé militant* et *la société islamique des ingénieurs* côté conservateurs. Les mouvements d'opposition quant à eux ont été supprimés ou interdits dans tout le pays. Une trentaine de partis d'opposition subsistent en exil, notamment en Californie, qui a accueilli de nombreux réfugiés politiques, comme le *Toudeh* et les *Moudjahidin du peuple*. Mais étant peu connus en Iran, leur capacité d'influence sur la scène intérieure est extrêmement limitée.

1.2.3 L'arbitrage du consensus

Devant cette multitude de tendances internes, le Guide ne fait pas un usage exclusif du pouvoir, tel un dictateur. Au contraire, il s'impose en arbitre du consensus. L'étendue de ses pouvoirs lui confère une légitimité incontestée dans son rôle principal qui consiste à être garant de la stabilité du régime, arbitrer entre les courants et fixer les grandes orientations politiques du pays. En Iran, la recherche d'un consensus est profondément ancrée dans les traditions, la sagesse voulant que les décisions importantes soient prises collégalement. Le bureau du Guide est ainsi pléthorique, rassemblant près de mille personnes de tous horizons, de toutes tendances ou presque. L'objectif de cette fourmilière est de percevoir les rapports de force qui régissent le régime islamique. Les informations sont transmises au Guide par une « garde prétorienne » réduite, qui seule est en contact direct avec lui.

En parallèle, il consulte les membres influents du régime au cours d'une grande assemblée qui a lieu trois à quatre fois par an. Initié par l'ayatollah Khomeiny, ces palabres permettent de satisfaire les différents courants qui conservent un droit de parole à très haut niveau, au sein du conseil de discernement des intérêts supérieurs du régime. Ce conseil est composé des six clercs du conseil des gardiens, des chefs des trois pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif (donc du président de la république), des ministres ou des députés concernés par l'ordre du jour et d'un certain nombre d'autres personnalités désignées par le Guide (de l'ordre de la dizaine).

⁴ « Faut-il avoir peur d'Ahmadinejad », *Politique internationale*, 2006.

Le rôle du conseil est de premier ordre puisqu'il trace la politique générale de l'Iran dans tous les domaines et assiste le Guide pour la conduite du pays. Lors de litiges irrévocables entre le parlement et le conseil des gardiens, il joue également un rôle d'arbitre, en ratifiant l'application des lois qu'il juge indispensables. Son influence s'exerce principalement en coulisses. C'est à son niveau que sont discutés les postes compensatoires auxquels seront nommés les candidats déçus aux élections, dans un souci d'équilibre garantissant la pérennité du régime. Il est présidé depuis sa création en 1988 par l'hodjatoleslam Ali Rafsandjani, personnage influent qui vient d'être renommé pour cinq ans en février 2007. Cet ancien président de la république de 1989 à 1997 a contribué en son temps à la nomination de l'ayatollah Khamenei aux plus hautes responsabilités. Même s'il le conseille sur les sujets de politique nationale, il est toutefois considéré par le Guide comme un rival.

Les décisions prises ou au contraire éludées au cours de ces palabres, dont rien ne transpire, orientent d'une part l'action du gouvernement et d'autre part les sessions du conseil suprême de sécurité nationale. Ce conseil a une responsabilité considérable puisqu'il définit la politique de sécurité et de défense, et il coordonne les activités qui y ont trait en mobilisant les ressources matérielles et intellectuelles nécessaires. Traitant des sujets de niveau stratégique, il réunit régulièrement le président, les ministres de l'intérieur, des affaires étrangères, de la défense, du renseignement et de la sécurité, un représentant du parlement, un représentant du bureau du Guide et le maire de Téhéran. Là encore, la diversité des participants révèle le souci du consensus. Les travaux sont dirigés par son secrétaire, Ali Larijani, nommé par le Guide et neveu d'un membre des gardiens de la constitution.

1.2.4 Les responsabilités limitées du président

En Iran, contrairement à la plupart des républiques, le président n'est pas le dirigeant du système institutionnel, mais plutôt un exécutant équivalent à un premier ministre. Elu au suffrage universel pour quatre ans, il n'a droit qu'à deux mandats successifs. Pour se présenter, il doit satisfaire aux sélections du conseil des gardiens qui s'appuie sur l'interprétation de l'article 115 de la constitution : avoir des origines et être citoyen iranien, être une personnalité politique ou religieuse distinguée, avoir bonne réputation, être efficace, prudent, honnête, pieu, loyal et avoir foi envers la république islamique d'Iran. Responsable de l'exercice du pouvoir exécutif, il nomme le gouvernement, constitué de dix vice-présidents, de vingt-et-un ministres et d'un porte-parole. Outre la supervision des conseils des ministres, des affaires civiles et administratives, de la planification et de l'exécution du budget, il coordonne la politique présentée devant le parlement. Il est également investi de certaines attributions de chef d'état, comme la signature des traités, des accords ou des conventions avec d'autres états et l'accréditation des ambassadeurs.

Bien que son rôle ait été renforcé suite à la révision de la constitution en 1989, qui supprime le poste de premier ministre et lui attribue la direction du gouvernement, son pouvoir demeure limité et particulièrement encadré. Le contrôle des forces armées ou du VEVAK lui échappe et reste en théorie directement lié au Guide. Il doit obtenir l'accord explicite du Guide concernant les postes de ministre du renseignement et de ministre de la défense, ainsi qu'un vote de confiance du parlement pour l'ensemble du gouvernement. Le fait qu'il ne maîtrise pas la composition de son propre gouvernement tend à prouver que c'est essentiellement une fonction d'apparat. Par ailleurs, si un tiers des députés le met en cause, il doit s'expliquer devant le parlement et peut être destitué par le Guide si c'est le cas de deux tiers des députés. En théorie second personnage de l'état, la réalité veut que son action soit susceptible d'être paralysée par le pouvoir du parlement, du conseil des gardiens, du conseil de discernement et du Guide.

1.3 L'influence des réseaux

1.3.1 L'héritage des premières années de la révolution

Historiquement, l'urgence du salut national lié à l'agression irakienne a hypothéqué la construction d'un état fort et institutionnalisé. De multiples organes de représentation et de délibération n'ont vraiment commencé à fonctionner qu'après le conflit. La politique d'islamisation s'est alors naturellement associée au penchant de solidarité corporatiste traditionnel de la population iranienne, au travers de réseaux, de rapports de force de quartiers, de villages, de régions qui ont occupé le terrain que l'état central n'était pas en mesure d'investir. Dès son origine, la république s'est donc agrégée autour des pratiques sociales et culturelles de la majorité des iraniens, donnant tout leur poids à divers acteurs, au premier rang desquels se trouvent les corporations, les conseils municipaux et les caisses de prêt. Ils représentent des intérêts relativement différenciés, mais également bien souvent imbriqués, dans un même mouvement de freinage et d'inertie à l'encontre des processus de réforme économique leur portant généralement atteinte.

Les corporations constituent des groupes très conservateurs, oeuvrant à protéger leurs intérêts catégoriels, notamment financiers. La corporation des *bazaris*, qui rassemblait initialement les commerçants du bazar de Téhéran, est devenue particulièrement puissante par son extension progressive à l'ensemble des commerçants du pays. Les conseils municipaux quant à eux constituent d'importants relais au service de la sécurité, par le maillage territorial étroit qu'ils peuvent procurer au service du contrôle central. Ils choisissent les maires, supervisent les activités des municipalités, étudient les besoins sociaux, sanitaires, économiques, culturels et éducatifs de

leurs administrés. A ce titre, les 113 000 membres des conseils de provinces, villes, districts et villages sont particulièrement influents sur la paix sociale et donc courtisés par le pouvoir central.

Par ailleurs, la bancarisation de la société et la légitimation religieuse de la perception des impôts publics a présidé à l'émergence de réseaux financiers complexes autant qu'opaques, impliquant des commerçants, des comptables, des clercs, des hauts fonctionnaires, des juges voire des responsables politiques. Les caisses de prêt sans intérêts constituent un réseau de crédit proche du peuple, aux leviers discrets mais efficaces. Aujourd'hui, de nombreuses professions, l'université, les grandes entreprises, les fondations et même les ministères disposent de leurs propres caisses. La maîtrise de ces réseaux, qui sont à l'origine de nombreux scandales de corruption ou d'entorse à l'éthique islamique, est devenu un enjeu pour l'état. Celui-ci légifère à l'initiative du Guide. Il a ainsi transformé la *banque de l'économie islamique*, simple émanation de la nationalisation du système bancaire à la révolution, en une véritable *organisation de l'économie islamique*, apte à jouer un rôle de coordination et de patronage de près de la moitié des caisses de prêt.

1.3.2 *L'influence des fondations religieuses*

En revanche, les *bonyads*, ou fondations religieuses, qui ont un pouvoir bien plus significatif, échappent largement au contrôle de l'état. Elles ont dès leur origine reçu un statut leur accordant une gestion indépendante afin d'en préserver l'esprit révolutionnaire. Ces fondations caritatives publiques devaient initialement pourvoir à l'Etat providence, redistribuer la richesse, s'engager dans des actions socioculturelles et assister les familles des martyrs de la guerre Iran-Irak. Pour ce faire, elles se sont vues confier la gestion des grandes fortunes du pouvoir impérial, comme des banques, des manufactures, de l'industrie et des hôtels, qui furent saisis par l'état islamique. Longtemps exemptées d'impôts (elles ne le sont en principe plus depuis 2002), de larges privilèges leur ont été accordés depuis leur création. Aujourd'hui, elles contrôlent de véritables empires dans des secteurs aussi différents que l'industrie minière, la construction (aéroport et lignes de métro de Téhéran, ensembles résidentiels), le logement (hôtels, centres sportifs), les transports, l'agriculture, le tourisme et l'industrie alimentaire. Elles sont parfois qualifiées « d'état dans l'état ». Le magazine Forbes estime la part de l'ensemble des fondations entre 10 et 20 % du PIB⁵. La *Bonyad-e- Mostazafan va Janbazan*⁶, la fondation des vétérans et invalides de guerre et des déshérités, mérite particulièrement d'être citée car elle est devenue le 9 mai 2005 une entité économique à part entière, suite au transfert des services et aides aux invalides de guerre vers une nouvelle fondation, *Shahid wa Eisargaran*, la fondation des martyrs et des dévoués. Ce changement de statut consacre

⁵ « Millionaire Mullahs », *Forbes*, 21 juillet 2003.

⁶ Selon le ministère de l'économie français, la seule *Bonyad-e- Mostazafan va Janbazan* disposerait d'actifs avoisinant les trois milliards d'euros et contribuerait à la formation de 7 à 10 % du PIB du pays.

une évolution de ses activités, qui se concentrent aujourd'hui sur les plus rentables, notamment dans les secteurs de l'énergie et des communications.

Leur influence dans le pays ne se restreint cependant pas au plan économique. Elles investissent également l'espace de la formation religieuse au quotidien et leur volet caritatif les dote d'une influence sociale importante. Disposant d'une large autonomie de collecte en matière de ressources financières, elles participent activement au prosélytisme régional auprès des minorités chiites. *Astan-e Ghods Razavi*, la fondation de l'imam Reza, illustre cet aspect, puisqu'elle gère le mausolée de l'imam Reza, premier lieu de pèlerinage du monde musulman accueillant dix millions de pèlerins par an. Elle double son influence économique sur les trois provinces du *Khorasan* d'un rayonnement culturel international.

Placées sous la tutelle directe du Guide de la Révolution, qui en nomme directement les présidents de conseil d'administration, les fondations sont dirigées par des figures influentes du clergé. Il est ainsi notable que le président de la fondation de l'imam Reza, Va'ez-Tabassi, est également membre du conseil de discernement, alors que sa famille et celle du Guide sont liées par un double mariage. Elles font clairement partie d'un réseau de relations personnelles en relation interactive avec le régime, dont elles constituent un pilier.

1.3.3 La solidarité du corps des gardiens de la révolution

Enfin, depuis la fin des années 1990, le corps des gardiens de la révolution islamique ou des *pasdarans* s'affirme comme un acteur indépendant sur la scène politique. Fondé au lendemain de la révolution en tant que force de police loyale à l'ayatollah Khomeiny, qui n'avait aucune confiance en l'armée régulière, il devient chargé de défendre non seulement le régime, mais l'ensemble du pays face à l'agression irakienne. Malgré la fin de la guerre, cette force fidèle et autonome a été conservée sous les ordres du général Rahim Safavi, en tant qu'unité d'élite, à ce titre mieux équipée et mieux payée. Accueillant toujours dans ses rangs des recrues de tous milieux, elle dispose de 130 000 hommes répartis dans toutes les composantes d'une véritable armée (marine, aviation, troupes parachutistes et forces spéciales). Elle est chargée de la sécurité intérieure et extérieure, impliquée dans les programmes militaires spéciaux (missiles et programme nucléaire) et dans des actions clandestines à l'étranger au travers de la branche renseignements *Al Qods*. Les *pasdarans* encadrent également les *bassidjis*, ces groupes de volontaires locaux faisant à la fois office de police des mœurs, de réserve militante, de forces anti-émeutes et de soutien social auprès de la population. Ils forment une sorte d'aristocratie militaire se distinguant volontairement des *bassidjis* par leur éducation et la noblesse des tâches qui leur incombent.

Même si cette communauté constitue un univers complexe, aux origines sociales diverses et aux affinités politiques différentes, une profonde solidarité unit les anciens combattants : « pasdar un

jour, pasdar toujours ». Récompensée pour les services rendus, cette communauté dispose d'une force d'influence économique importante, puisqu'elle contrôle des entreprises, des usines d'armement, des ports, des sociétés d'import-export, des services de douane et même le nouvel aéroport de Téhéran⁷. Opportunistes, les *pasdarans* sont principalement guidés par le sens des affaires, parfois sans scrupule. Leur implication dans la sécurité du pays leur confère un pouvoir d'influence certain.

Ainsi, la république islamique repose sur un ensemble complexe d'institutions, de réseaux issus de la révolution, de catégories sociales, d'affiliations religieuses et d'appartenances politiques diverses. Relevant d'un modèle ancestral d'organisation sociale, très loin d'un système occidental, les relations entre les multiples factions transcendent les fonctions comme les organigrammes, asseyant un système clientéliste opaque. Au sommet de cette vaste oligarchie dans laquelle coexistent des opinions et des intérêts divers, se situe l'autorité suprême, le Guide, dont le rôle est de maintenir la cohésion de l'ensemble et de faire émerger un consensus sur l'échiquier complexe et opaque du pouvoir en Iran.

⁷ Les *pasdarans* ont fait pression pour obtenir la gestion du nouvel aéroport de Téhéran en 2004. Prétextant des raisons de sécurité, ils ont imposé la fermeture de l'aéroport jusqu'à l'éviction de la société concurrente turque qui avait été retenue.

2nde partie : Une coalition de circonstance autour de la singularité d'Ahmadinejad

L'analyse des élections constitue un excellent moyen de mettre en évidence la singularité du président Ahmadinejad sur l'échiquier du pouvoir en Iran. Certes, affirmer que sa présence au second tour de élections et sa victoire finale est une surprise relève du poncif. Il n'est cependant pas anodin de comprendre comment ce jeune militant islamiste peu connu, ce simple ingénieur urbaniste ayant fait carrière dans le renseignement et dans l'administration, a battu des personnalités éminentes.

2.1 Retour sur une victoire surprise aux élections

2.1.1 Un contexte de crise de légitimité des mollahs

Il convient tout d'abord de revenir au contexte de cette élection présidentielle. Après les deux mandats successifs du président Khatami, le courant réformateur s'est révélé incapable de transformer ses discours en actes, et d'apporter la rupture tant espérée par une population aspirant à une nouvelle dynamique sociale. Epuisés et discrédités par une guerre d'usure permanente des conservateurs qui contrôlent le parlement, la justice et le conseil des gardiens, en proie à leurs propres divisions internes, les réformateurs ont progressivement perdu le contact avec une base électorale profondément déçue. L'absence de réaction face au blocage du projet de loi crucial visant à réduire le champ des compétences du conseil des gardiens a été l'objet d'une profonde désillusion, qui sera confirmée par la condamnation de l'action protestataire des étudiants. La population a vécu ces épisodes successifs comme un véritable aveu d'affiliation au régime.

Cette déception profonde n'a pas pour autant entamé la volonté protestataire populaire, qui s'exprime alors selon un double rejet : rejet de la vieille classe au pouvoir, incapable de représenter la modernité sociale et rendue inamovible par un incessant jeu de chaises musicales, et rejet de la corruption utilisant le pouvoir et les relations politiques à des fins d'enrichissement personnel dans un contexte d'aggravation des inégalités sociales. Sans pour autant remettre en cause la légitimité du Guide, ces rejets conduisent à remettre en cause la gestion des affaires de l'état par une classe politique membre du clergé, accusée d'avoir trop largement profité d'un pouvoir conquis et défendu par d'autres. La majorité des iraniens aspire à un renouvellement des élites politiques. Ainsi, le septuagénaire Hashémi Rafsandjani n'a pu rallier le soutien populaire qui voyait clairement en lui

le symbole de cette perversion. A la tête d'une fortune estimée à quinze milliards de dollars, il a été victime de sa longue association avec le pouvoir, de sa réputation affairiste et de son goût des réseaux.

2.1.2 La personnalité singulière d'Ahmadinejad

Dans ce contexte de crise de légitimité des mollahs, le portrait moral de Mahmoud Ahmadinejad a fait contraste. Il s'est immédiatement distingué par son apparence très simple d'homme du peuple, menant une vie modeste et invoquant la pureté de l'idéal révolutionnaire. Son profil d'homme humble, sans véritable charisme, ni dignité cléricale, ni naissance ou richesse particulière l'a rendu indiscutablement proche aux yeux de la population. C'est un « monsieur tout le monde » qui donne le sentiment que, pour la première fois en Iran, un homme ordinaire peut arriver au sommet de l'état. Or cette apparence n'est pas une simple façade conçue dans une démarche électoraliste aboutie, mais une réalité.

Quatrième des sept enfants d'une famille de la classe ouvrière dont le père est forgeron, il a grandi dans la rudesse des quartiers sud de Téhéran. Etudiant à l'université en 1979, son adhésion aux idéaux révolutionnaires ne fait aucun doute, comme le démontre sa participation active à la Révolution, autant que son engagement pour la défense du pays. Il a prouvé sa loyauté en rejoignant les *pasdarans* durant la guerre Iran-Irak, d'abord logisticien sur le front, puis officier au sein des services spéciaux. Ce statut d'ancien combattant lui assure reconnaissance, légitimité et crédibilité.

Laïc, il puise ses valeurs dans le répertoire culturel persan, se réclamant de la thématique du souci de l'autre, de la bienveillance ou de l'affection. Laissant la théologie au clergé, il n'en demeure pas moins un musulman convaincu, traditionnel et intégriste. Islamiste austère particulièrement pieu, il croit profondément au retour du Mahdi, le douzième imam, auquel il fait régulièrement allusion dans ses discours. Cette intensité de la religiosité personnelle était jusque-là absente chez les dirigeants iraniens, plus politiques que mystiques.

Scientifique de formation et membre de la société islamique des ingénieurs, il fait partie du courant moderniste et ultraconservateur des *abadgaran*⁸, qui prône les valeurs du travail, de l'effort et de la création. Il est parfaitement à l'aise dans ce milieu qui regroupe des jeunes à la fois intégristes et modernes, associant valeurs traditionnelles islamiques et progrès technologique. Elu maire de la

⁸ Ou *alliance des bâtisseurs de l'Iran islamique*. C'est une alliance d'organisations et de partis politiques ultraconservateurs active à Téhéran.

capitale par ses pairs *abadgaran* très actifs au sein conseil municipal, il n'a jamais abandonné son mode de vie modeste, portant quotidiennement un simple costume usé, n'hésitant pas à revêtir la tenue d'éboueur et à refuser la résidence de fonction associée à son mandat, lui préférant une demeure en banlieue. Sa réputation d'homme intègre est indiscutable.

2.1.3 *La mobilisation des bassidjis*

Parmi le millier de postulants aux élections présidentielles, huit candidats ont été retenus par le conseil des gardiens de la constitution. En fin politique, le Guide a eu l'intelligence de lancer dans la bataille électorale de jeunes conservateurs laïcs, issus de la communauté des *pasdarans*. Finalement, trois ont concouru lors du premier tour : Ali Larijani (ancien ministre de la culture), Bagher Qalibaf (héros de la guerre Iran-Irak et ancien chef de la police) et Mahmoud Ahmadinejad, qui avait été introduit par ses liens avec le réseau clérical ultraconservateur de Mezbah Yazdi. Les origines modestes de ce dernier, comme ses traits d'homme vertueux et sincère, lui valurent certainement de figurer parmi les choix du Guide, qui a grandi dans un environnement similaire.

Au contact quotidien de la société, les *bassidjis* ont rapidement perçu que seul Ahmadinejad incarnait les idéaux moraux de l'islam traditionnel et présentait les qualités susceptibles d'emporter l'adhésion de la population. Ils sont parvenus à en persuader leurs responsables *pasdarans*, et jusqu'au plus haut niveau de l'état. Le Guide a tranché, semble-t-il, deux jours avant le début des élections, initiant une vaste mobilisation des *bassidjis*, qui s'est traduite par une forte participation⁹.

Accompagnée par le soutien des réseaux religieux fondamentalistes, des modernistes *abadgaran* et de l'ensemble de la communauté des *pasdarans* au second tour, cette mobilisation a permis une victoire sans appel du candidat Ahmadinejad : il accède au second tour avec 19,48% des voix, talonnant Hashémi Rasfandjani crédité de 21% des voix et le remporte avec 61,7% des voix. Une analyse géographique des votes obtenus par Ahmadinejad montre que sa victoire a été obtenue grâce à la mobilisation efficace de ses partisans dans les provinces centrales¹⁰, d'où sont originaires la plupart des anciens *pasdarans* et des *bassidjis* : Téhéran, Qom, Ispahan, etc. Cette mobilisation a d'ailleurs été dénoncée par le candidat réformateur Mehdi Karroubi, allant jusqu'à impliquer le propre fils du Guide. Contraint de démissionner le 19 juin 2005 de toutes les fonctions auxquelles il avait été nommé par le Guide, il fut assigné à résidence le lendemain, tandis que de nombreux journaux réformateurs étaient interdits de publication par le procureur général de Téhéran.

⁹ 63 % au premier tour et 59 % au second.

¹⁰ Cf. annexe 2.

Une coalition de circonstance a donc soutenu le message populiste d'un laïc à l'intégrité modèle qui a plu, notamment aux plus déshérités. Avec l'assentiment du Guide, la capacité de mobilisation des *bassidjis* a fait le reste.

2.2 Le représentant d'une nouvelle génération

2.2.1 Les revendications des anciens combattants

Evidemment, Ahmadinejad représente une nouvelle figure aux yeux d'un peuple lassé par un paysage politique sans changement. Le rajeunissement de son gouvernement d'environ dix ans par rapport à celui de son prédécesseur Khatami réduit le fossé creusé entre des religieux au pouvoir depuis 1979 et une population restée jeune. Ahmadinejad avec 51 ans est à mi-chemin entre Rafsandjani ou Khamenei qui ont dépassé 70 ans et la moyenne d'âge en Iran qui est d'environ 27 ans.

Mais, plus en profondeur, son élection cristallise l'ascension inéluctable d'une nouvelle génération au détriment du pouvoir des mollahs. Elle consacre l'émergence de nouveaux cadres islamistes laïcs, qui forts de leur légitimité d'anciens combattants au front, dénoncent de plus en plus ouvertement la confiscation de la république par une partie du clergé, restée elle bien à l'abri et dirigeant la guerre à distance. Bénéficiant de facilités pour reprendre des études (entrée sans concours aux universités, bourses etc.), ils ont pu obtenir des doctorats et des diplômes d'ingénieur. Ils n'ont toutefois que peu voyagé, rares étant ceux qui ont vécu ou étudié à l'étranger. Ecartés de la vie politique durant la guerre, les *pasdarans* ont été progressivement réhabilités dans des postes à responsabilités au sein des services publics et des ministères, essentiellement aux ministères de la défense, des renseignements ou de l'intérieur. Ils avaient jusqu'alors été confinés dans des postes d'exécutants subalternes, exclus des plus hautes fonctions décisionnaires.

A ce titre, le parcours d'Ahmadinejad est particulièrement typique. Après la guerre, il obtient un diplôme d'ingénieur urbaniste et de docteur en aménagement et transport. Il est nommé gouverneur des villes de Makou, de Khoy (Azerbaïdjan iranien), adjoint du gouverneur de la province du Kordestan (Kurdistan iranien) et gouverneur de celle d'Ardébil (Azerbaïdjan iranien), puis

conseiller culturel du ministre de la culture et de l'orientation islamique, et enfin professeur à l'université de Téhéran, avant de devenir maire de la capitale.

Ces élites éduquées n'ayant pas à rougir de leurs actions pour défendre la Révolution revendiquent naturellement un accès aux plus hautes responsabilités. Adhérent aux critiques de corruption des mollahs au pouvoir, leur soutien accordé au président sera récompensé par l'attribution de postes au sein du gouvernement et des grandes administrations. Pour la première fois, en juin 2005, la génération qui a grandi avec la Révolution islamique et l'a défendue accède aux plus hautes fonctions. Cette ascension s'accompagne naturellement d'une évolution notable des références, qui basculent de la contestation de la monarchie d'avant 1979 à la défense de la patrie lors de la guerre Iran-Irak. Les fondateurs du régime, responsables de la chute du chah, sont contraints de l'accepter. L'opposition réformatrice n'a d'ailleurs pas hésité à qualifier cette élection d'un « semi » coup d'état des *pasdarans*. Dans un mouvement de renouvellement classique, l'accès au pouvoir de ces forces légitimes et relativement bien structurées n'était qu'une question de temps.

2.2.2 Un vent de changement sur l'appareil d'état

Toutefois, ce changement de génération ne se fait pas sans heurt. Le mandat d'Ahmadinejad se caractérise immédiatement par une lutte intense pour les postes clés du régime, qu'il distribue en remerciement du soutien apporté et non en rapport avec les compétences. Il répartit les postes entre ses amis, ses partisans, et ses alliés de circonstance au sein de son cabinet, des ministères, des administrations, des universités, des provinces et des banques d'état. Dès son entrée en fonction, il opère donc des purges massives, notamment au sein du corps diplomatique. Il limoge une quarantaine d'ambassadeurs dans un geste fort, qui a été perçu comme une volonté ferme de jouer un rôle dans les affaires étrangères du pays. Plusieurs cercles se partagent les responsabilités :

- le milieu clérical ultraconservateur sous l'influence de Mezba Yazdi est réinstallé au VEVAK et au ministère de l'intérieur¹¹,

¹¹ Dans un mouvement d'assouplissement, les fondamentalistes religieux en avaient été exclus sous le précédent mandat réformateur du président Khatami. Les ministres de l'intérieur et du VEVAK, respectivement Mohammad Pourmohammadi et Gholam-Hossein Mohseni-Ejei, sont des durs reconnus pour avoir le sang d'intellectuels et de politiques dissidents sur les mains. Ce sont les deux seuls clercs du gouvernement.

- la branche obscure des *pasdarans*, les anciens des services secrets dont il est lui-même issu, ainsi que les *bassidjis* de haut rang, sont nommés conseillers particuliers, membres de son cabinet ou du ministère de la défense¹²,
- le milieu de l'aristocratie des *pasdarans* réguliers, les *abadgaran* modernistes, ses amis de la municipalité de Téhéran, du quotidien ultraconservateur *Kayhan*, obtiennent des positions favorables dans l'ensemble des ministères. Des proches du vice-président conservateur du parlement, Mohammed Reza Bahonar, l'oncle du conseiller particulier du président Mojtaba Hashemi Samareh, en obtiennent également.

Dix-huit ministres sur vingt-et-un sont issus des *pasdarans*, toutes branches confondues (branche régulière, services de renseignements et *bassidjis*)¹³. Certains conservent même leurs anciens postes, cumulant les mandats et conservant leur influence au sein de leurs anciennes institutions. Le gouvernement est composé de personnalités nouvelles, peu médiatiques, mais ayant en commun une certaine identité morale islamique traditionnelle et une solide référence à la défense de la patrie.

2.3 La mise en œuvre modérée d'un programme radical

Alors qu'un retour en force des conservateurs avait été amorcé lors des élections municipales de 2003 et aux élections législatives de 2004, c'est finalement la frange la plus conservatrice de l'éventail politique qui s'est successivement imposée aux élections présidentielles de 2005. L'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad se caractérise par un extrémisme qui marque une franche rupture dans l'exercice du pouvoir en Iran. Ahmadinejad lui-même n'est d'ailleurs certainement pas un saint, bien que de grandes zones d'ombres demeurent sur ses activités exactes au sein des mouvements étudiants lors de la Révolution, puis au sein de la brigade de renseignements *Al Qods* des *pasdarans*¹⁴.

¹² L'hodjatoleslam Mosheli, chef des *bassidjis* est nommé conseiller religieux personnel du président, le général Vahidi, ancien chef de la brigade *Qods* est nommé vice-ministre de la défense.

¹³ « Dix-huit des vingt-et-un nouveaux ministres viennent des gardiens de la Révolution et de la police secrète », *Iran Focus*, 14 août 2005.

¹⁴ D'après le site officiel *Batzab*, les alliés du président Khatami ont révélé qu'Ahmadinejad a été quelques temps bourreau de la funeste prison d'Evine à l'époque de la répression politique des années 1980. Le gouvernement autrichien le soupçonne d'implication dans l'assassinat de l'opposant kurde Abdoul Ghassemloù à Vienne en 1989. Rudolf Gollia un porte-parole du ministère de l'intérieur ayant déclaré : « Un dossier concernant M. Ahmadinejad a été remis fin mai au service de lutte contre le terrorisme, qui l'a transmis au parquet général ».

2.3.1 *Idéalisme radical et pragmatisme*

Les idées du nouveau président et de ses partisans sont loin d'être neutres. Elles s'inspirent du modèle des révolutionnaires idéalistes, modestes et exemplaires dont le chef de file fut l'ancien premier ministre Bani Sadr assassiné en 1981. Sans ambiguïté, il appuie un discours à la fois nationaliste, populiste et millénariste, sur le retour en force de l'idéologie révolutionnaire à ses premières années. La « *deuxième Révolution* », qu'il prône parfois avec un mysticisme exalté, est clairement un idéal de retour à la pureté originelle de la Révolution, à la « *justice islamique* », à la grandeur du pays et aux valeurs traditionnelles de l'islam rigoriste. « *C'est notre devoir de ramener la population à ses grands idéaux et d'ouvrir la voie à la création d'une société islamique exemplaire, puissante et progressiste. L'Iran doit émerger comme le pays le plus puissant et le plus développé* »¹⁵.

Sur le plan intérieur, Ahmadinejad affiche clairement sa volonté de mettre fin à la corruption, au clientélisme et aux inégalités. Il s'attaque ainsi directement aux réseaux des affaires et aux puissantes organisations qui parasitent les revenus pétroliers. Il exige aussi des rapports financiers et administratifs sur les activités de nombre d'organisations et d'institutions qui gênent. Proposant de mettre en place une répartition plus équitable des ressources et des richesses, il ambitionne avec une grande sincérité de rétablir plus de justice sociale au profit de cette grande majorité des iraniens restés pauvres¹⁶.

S'il conduit une politique en accord avec ses principes islamiques, Ahmadinejad a compris l'intérêt de rester modéré pour ne pas s'aliéner sa base populaire. Il prend le contre-pied de certaines évolutions de la société civile mises en place par le courant réformateur et défend l'identité et la culture islamique de l'Iran. Toutefois, les craintes de retour en arrière justifiées par sa condamnation de « *l'invasion culturelle occidentale* » ne se sont pas concrétisées, que ce soit sur le plan de la tenue vestimentaire ou des manifestations culturelles. Ainsi, une exposition présentant une collection constituée à l'époque du Shah, allant des impressionnistes à Rothko en passant par Bacon et Andy Warhol, a même été prolongée en raison de son succès. Le contrôle des *bassidjis* sur les libertés individuelles ne s'est pas accentué. Les antennes paraboliques, un temps pourchassées, ont été discrètement réinstallées et restent tolérées. Les femmes n'ont pas subi de nouvelle marginalisation.

La reprise en main s'est principalement concentrée sur la répression des journalistes, des intellectuels d'opposition, des groupes féministes ainsi que sur la censure des livres, des films et

¹⁵ Discours du 15 novembre 2005, *Sharq*.

¹⁶ Près d'un tiers des iraniens vit sous le seuil de pauvreté.

d'internet. Seuls ceux qui sont favorables au régime sont autorisés à s'exprimer par l'*ershad*¹⁷, comme l'illustre les quatre mois de détention de l'intellectuel Ramin Jahanbeglou d'avril à août 2006 et la fermeture des journaux réformateurs *Sharg* et *Nameh* à la veille des élections municipales en septembre 2006. De nombreux prisonniers d'opinion sont toujours emprisonnés, notamment dans la célèbre prison d'Evin à Téhéran¹⁸.

Diverses mesures pragmatiques dénotent même clairement un souci électoraliste. Cherchant à s'attacher les votes des jeunes, des femmes et des classes laborieuses, il fait mettre en œuvre une mesure de prêt pour le mariage des jeunes couples, il se montre favorable à l'entrée des femmes dans les stades de football et puise dans les vingt milliards de dollars du fond de stabilisation du pétrole pour empêcher les licenciements. Il entretient également le soutien populaire par ses déplacements réguliers dans les provinces, où il distribue directement de l'argent, multiplie les promesses (règlement des problèmes locaux, aides sociales, construction de routes etc.) et affiche une certaine propension démagogique à porter les vêtements locaux ou professionnels des publics à qui il s'adresse.

Enfin, son messianisme vise non seulement à mobiliser certains courants populaires, mais surtout à se donner personnellement une consistance d'homme de pouvoir musulman, à défaut d'être clerc. Affirmant s'être senti irradié d'un halo de lumière lors de son premier discours devant l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 13 septembre 2005, il s'investit symboliquement d'une mission divine. En se réclamant du *Mahdi*, le douzième imam caché, il légitime son action et son rôle de président laïc dans la conscience populaire. Tout ceci répond d'un désir de façonner la scène politique en vue des prochaines élections.

2.3.2 *Un discours provocateur au service d'un renouveau nationaliste*

Par ailleurs, le principe de retour aux valeurs initiales de la révolution oriente la conduite du pays vers un nationalisme exacerbé. L'esprit de cette révolution a été tout autant nationaliste qu'islamiste, mettant un point final à une interférence continue des puissances étrangères, russo-anglaise puis américaine, dans le jeu politique national. Cette ingérence étrangère avait blessé de façon durable la fierté d'une nation descendant du prestigieux empire perse. Plus particulièrement, le renversement du premier ministre iranien Mossadegh a été vécu comme une terrible humiliation, lors d'un coup d'état orchestré par la CIA¹⁹ en 1953, à peine deux ans après qu'il eut bravé le

¹⁷ Le ministère de la culture et de l'orientation islamique.

¹⁸ La prison où le prix Nobel de la paix Shirin Ebadi et le journaliste Akbar Gandji ont été incarcérés.

¹⁹ Central Intelligence Agency, les services de contre-espionnage américain.

monde occidental en nationalisant les ressources pétrolières. En retour, l'épisode de la longue prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis lors de la Révolution témoigne d'un profond ressentiment national à l'encontre de ce pays.

Aujourd'hui, Ahmadinejad puise dans cet état d'esprit encore largement répandu dans la société. Il en tire une extrême sensibilité concernant la sécurité et les intérêts nationaux, ainsi qu'une ferme volonté de voir son pays reconnu, non seulement comme acteur régional, mais surtout sur la scène internationale. Imprégnée d'une méfiance qui n'a rien à envier à la paranoïa, son attitude en matière de politique étrangère est caractéristique de cette nouvelle génération qui a grandi dans la lutte idéologique contre le monde occidental et qui, par la suite, n'a bénéficié que d'une ouverture limitée sur le monde. Etabli dans une logique de confrontation avec l'occident, il refuse tout compromis dans les négociations.

Comme il le dit lui-même, novice ayant directement « *appris à jouer aux échecs avec Kasparov* » qu'il ne peut battre sur son terrain, il adopte une stratégie radicalement offensive visant à contrer l'adversaire en dehors des règles établies. Privilégiant l'expérience vécue, il n'hésite pas à recourir aux stratégies d'influence éprouvées, comme en Irak, en Syrie ou au Liban et à l'intimidation. Ainsi, même sur des dossiers pourtant consensuels, comme le droit inaliénable du pays à la maîtrise de la technologie nucléaire civile ou le droit des palestiniens sur leur terre, Ahmadinejad investit l'espace politico médiatique par ses propos outranciers et ses discours vindicatifs. Proclamant que « *les sionistes sont en passe d'être anéantis* » et « *l'occupation de la Palestine de se terminer* », il fait resurgir une rhétorique dont le fond remonte à la Révolution.

Il exploite l'aura apportée par un discours nationaliste qui flatte ce fier peuple perse, auquel il souhaite redonner sa grandeur et sa place sur la scène internationale. Par ailleurs, il élargit cette aura sur le plan extérieur et s'attire une sympathie considérable auprès des populations de la région en reprenant la bannière de la lutte antioccidentale dans un contexte particulièrement tendu. L'objectif est d'inverser la donne émotionnelle depuis le 11 septembre, le monde islamiste cessant d'être l'agresseur pour retrouver son statut de victime. L'activisme qu'il a développé dans le négationnisme²⁰ et dans l'affaire des caricatures de Mahomet²¹ relève du même calcul.

²⁰ Le président Ahmadinejad est à l'origine d'une conférence très controversée sur la réalité de l'holocauste, qui a réuni les 11 et 12 décembre 2006 les historiens révisionnistes d'une trentaine de pays.

²¹ Le quotidien iranien *Hamshari* avait lancé en février 2006 un concours international de caricatures sur l'holocauste, pour répondre à la publication dans la presse occidentale des caricatures du prophète.

Ainsi, à court terme, le nationalisme excessif affiché par le Président s'oppose au contexte général d'ouverture qui prévalait au travers du « *dialogue des civilisations* » promu par son prédécesseur, réorientant le pays vers la marginalisation. Cependant en Iran, rien n'est simple. La reprise en main de certains leviers du pouvoir par l'aile la plus dure du parti conservateur ne signifie pas nécessairement une modification substantielle des orientations du pays, tant en termes de politique intérieure que de politique étrangère. Malgré les apparences, les changements sont rares en Iran, où la recherche de l'équilibre et du consensus prévaut.

3^{ème} partie : Une inexorable perte de vitesse

Même s'il a l'intelligence de concilier la fermeté de ses prises de position dans le domaine de la politique étrangère avec le respect de la sphère privée, le président Ahmadinejad se heurte aux intérêts divergents des réseaux financiers pour parvenir à tenir ses promesses électorales. Son pouvoir trouve ainsi ses limites, pour ne finalement marquer qu'une inflexion temporaire de la politique générale.

3.1 Le temps des contre-pouvoirs

3.1.1 Le président mis sous tutelle

En tout état de cause, bien que les pouvoirs du président soient limités, l'élection d'Ahmadinejad a des conséquences politiques significatives. Non qu'il puisse imposer son point de vue, il est désormais l'un des acteurs du jeu politique, en mesure d'infléchir celui-ci et de provoquer des réponses des autres acteurs, notamment lorsqu'il s'en prend aux intérêts des soutiens traditionnels du régime. Plus il tente de devenir autonome dans sa fonction présidentielle, plus il se heurte aux réseaux concurrents. En ce sens, il provoque une reconfiguration des rapports de force, des alignements, des opportunités d'accumulation, susceptible de déstabiliser le fragile équilibre du système sur lequel veille le Guide. Particulièrement attentif à l'évolution de l'état d'esprit de la population, mais également sous la pression d'anciens responsables du régime dont les avantages sont menacés par la lutte contre la corruption, celui-ci ne peut pas se permettre de laisser le champ libre à un président aussi zélé qu'inexpérimenté.

Les mesures prises à son initiative montrent son souci immédiat de rétablir l'équilibre politique et de compenser par des contrepoids une influence trop exclusive des fondamentalistes *pasdarans* et religieux. Début octobre 2005, il renforce les pouvoirs de l'hodjatoleslam Rafsandjani, grand perdant des élections, mais toujours président du conseil de discernement : désormais ce conseil supervise la politique du régime et coordonne l'action des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. Il voit donc s'ajouter à son rôle initial d'élaboration des orientations, un rôle de contrôle de leurs mises en application. Ce faisant, Ali Khamenei lui délègue une partie de ses prérogatives et

fait officiellement de lui le numéro deux du régime. Il place délibérément cet homme d'expérience au-dessus du président Ahmadinejad, novice dans les affaires d'état. Le message est clair : Ahmadinejad devra se conformer au cadre fixé avant son élection par le plan quinquennal 2005-2009 et le plan de stratégie 2005-2025 pour le développement économique, culturel et social. Ces plans consacrent d'ailleurs le principe d'une libéralisation de l'économie et des dénationalisations.

En février 2007, alors que son mandat de président du conseil de discernement arrivait à expiration, l'hodjatoleslam Rafsandjani a été reconduit dans ses fonctions pour cinq ans par le Guide, pérennisant ce système de rééquilibrage et d'encadrement de la minorité extrémiste au pouvoir. Il a même étendu ce principe en nommant ses deux autres rivaux conservateurs lors de l'élection présidentielle à des postes clés : M. Larijani, en tant que secrétaire général du conseil supérieur de sécurité nationale, à ce titre chargé des négociations sur la question nucléaire, et M. Qalibaf, en tant que maire de Téhéran.

3.1.2 La dépossession des leviers d'action

En revanche, une partie des nominations d'Ahmadinejad ont été bloquées. Ainsi, dans sa purge au sein du milieu diplomatique, le Guide lui a imposé certaines limites, interdisant le remplacement du poste clé d'ambassadeur iranien à l'ONU, où Javad Zarif est maintenu. Le parlement ensuite, pourtant tenu majoritairement par les conservateurs avec environ 170 des 290 sièges depuis les élections législatives de 2004, lui inflige un camouflet quelques semaines après son élection : fait sans précédent dans l'histoire de la république islamique, il lui refuse l'investiture de quatre ministres²². Par trois fois, d'août à fin novembre 2005, il voit éconduits les proches qu'il proposait au poste crucial de ministre du pétrole²³. Malgré les menaces qu'il profère à l'encontre du parlement, affirmant que s'il n'approuvait pas ses choix, il aurait à en subir les conséquences, et dénonçant « *la mafia qui réside au sein du Majlis* »²⁴, il finit par se résoudre à présenter un candidat réputé compétent, assumant d'ailleurs l'intérim de ministre du pétrole, Kazem Vaziri-Hamaneh. Ahmadinejad n'a donc pas réussi à prendre la haute main sur ce ministère stratégique, alors qu'il a promis de faire profiter chaque famille des revenus pétroliers. Ensuite, alors qu'il s'est efforcé de

²² Il s'agissait des ministres du pétrole, de l'éducation, des allocations sociales et des coopératives.

²³ Ali Saeedlou, son bras droit à la mairie de Téhéran, Seyed Mahsouli et Mohsen Tassaloti, deux compagnons d'arme.

²⁴ Analyse d'Ayelet Savyon, MEMRI (Middle East Media Research Institute) n° 253, 23 novembre 2005.

changer la direction de la banque privée *Parsian*, le pouvoir judiciaire a replacé les anciens directeurs à leur poste, annulant ainsi les nominations de la banque centrale²⁵.

Ainsi, Ahmadinejad a été soigneusement écarté des leviers d'action qui lui permettraient de mettre en œuvre efficacement ses idées politiques et notamment la lutte contre la corruption. Le régime a montré qu'il contrôlait fermement ses radicaux, fragilisant d'autant le pouvoir réel et la crédibilité du président.

3.2 Le dossier nucléaire, un pion au service d'une stratégie

3.2.1 La stratégie iranienne

La définition de la politique étrangère relève d'une instance spécifique, le conseil supérieur de la sécurité nationale, dans laquelle le président n'est qu'un acteur parmi d'autres, et pas le plus important. M. Rafsandjani en est également membre et y jouit d'un rôle de premier ordre. Dans cette instance collégiale, qui fonctionne par consensus, le Guide conserve la primauté. De plus, il dispose en la personne de l'ancien ministre des affaires étrangères M. Velayati, d'un conseiller diplomatique compétent, influent et conscient des rapports de force internationaux. Les grandes orientations officielles de la politique extérieure, qui étaient déjà affirmées avant l'élection présidentielle, n'ont pas changé depuis, à savoir le renforcement de la sécurité régionale face à l'encerclement dont serait victime l'Iran, la politique d'influence à travers les communautés chiites, le développement des relations politiques et économiques vers l'est avec l'Inde et la Chine, le renforcement des liens avec la Russie, la volonté de se doter de capacités nucléaires, dont la finalité est proclamée civile.

Concernant le dossier nucléaire, c'est au conseil de sécurité nationale que revient la direction des négociations, dont le chef, M. Larijani, est responsable. Il travaille en étroite collaboration avec les très proches conseillers du Guide. Sur ce dossier, le rôle du président Ahmadinejad est pour le moins ambigu. Plaidant avec vigueur l'indépendance nucléaire du pays et en s'en prenant violemment à « *l'entité sioniste* » qu'il appelle à « *raayer de la carte* » dans le cadre d'une lutte existentielle, morale et culturelle entre l'islam et l'occident, il semble dépasser ses prérogatives pour empiéter sur le domaine réservé des instances compétentes et du Guide.

²⁵ Analyse d'Alexandre Leroi-Ponant, *le Monde diplomatique*, décembre 2006.

Néanmoins, cette attitude s'inscrit curieusement bien dans la stratégie de défis, de concessions, de provocations et de reculades qui caractérise le dossier nucléaire depuis 2002. Elle consiste à mettre en scène de nombreux acteurs autour d'une répartition complexe des rôles. La population y participe par ses manifestations organisées, mais également le parlement qui a voté une loi, le 27 décembre 2006, laissant la possibilité de sortir du traité de non prolifération au ministre des affaires étrangères et au conseil supérieur de la sécurité nationale.

3.2.2 *Un acteur sous contrôle*

En outre, le président Ahmadinejad est indubitablement subordonné à Ali Khamenei qu'il révère à la fois en tant qu'homme et en tant qu'autorité suprême. Alors, le comportement intransigeant, délibérément provocateur, du président fait plus partie d'un jeu de rôle complexe, classique en Iran, qu'il ne caractérise une véritable insubordination. Ayant l'assentiment tacite du Guide, elles satisfont à une volonté d'impressionner dans une logique d'influence. Ainsi, ses envolées verbales largement excessives tiennent plus d'une forme de rhétorique théâtrale que du véritable programme politique.

Il n'est par ailleurs pas improbable que le choix du Guide et de son entourage au profit d'Ahmadinejad relève d'un calcul d'intérêt visant à consolider le régime. Doté d'une fidélité à toute épreuve envers le Guide et limité dans ses compétences sur le plan économique comme diplomatique, il représente un pion aisément manipulable à la fois sur le plan intérieur et le plan extérieur. D'une part, son idéologie excessive est utile pour brider les demandes d'ouverture démocratique croissantes, tout en créant l'illusion du changement auprès de la population. D'autre part, elle est instrumentalisée pour disposer d'une marge de manœuvre dans les négociations, la mise à l'écart du président étant susceptible de constituer un excellent gage de bonne volonté.

3.2.3 *Les risques encourus*

Sur le plan intérieur, il s'avère que l'adoption de sanctions supplémentaires contre l'Iran au travers de la résolution 1737²⁶ de l'Organisation des Nations unies, le 23 décembre 2006, suscite de vifs débats. L'attitude d'Ahmadinejad l'expose naturellement aux critiques croissantes des députés, du conseil de discernement, du reste de la classe politique, des médias comme des concitoyens.

²⁶ En matière de sanctions, cette résolution prévoit que tous les Etats membres doivent «geler immédiatement les fonds, avoirs financiers et autres ressources économiques (...) détenus sur leurs territoires ou contrôlés par des personnes ou des entités (...) ayant des liens ou étant directement associés aux programmes nucléaires et de missiles balistiques de l'Iran».

Dans l'administration, y compris au ministère des affaires étrangères, l'on s'inquiète de ses idées simplistes et de sa mauvaise image sur la scène internationale. Les réactions en chaîne au dénouement incertain qu'il a ainsi déclenchées par ses discours enflammés ne sont pas du goût de tous les éléments du pouvoir, qui craignent un renforcement significatif et non plus symbolique de l'embargo.

Alors que les revenus des hydrocarbures représentent 80 % des rentrées en devises du pays, l'embargo qui dure depuis près de vingt ans commence à produire ses effets. Il prive des investissements indispensables à l'entretien et à l'augmentation des capacités d'exploitation des importantes ressources pétrolières et gazières²⁷, si bien que la production baisse de 300 000 barils par jour chaque année²⁸, loin des objectifs ambitieux du quatrième plan quinquennal adopté en 2005 visant à accroître la production de pétrole de 4 millions à 5,4 millions de barils par jour d'ici 2010. Il accentue également l'insuffisance des capacités de raffinage dans un contexte de forte croissance de la consommation intérieure de carburants. 10 % du PIB est consacré aux subventions à l'énergie²⁹ qui garantissent un prix de vente du carburant au quart de son prix d'achat. Enfin, l'embargo touche les réseaux financiers qui contrôlent un appareil industriel dépendant des importations de machines, d'équipements industriels, de pièces et de matières premières et de produits chimiques.

Néanmoins, il est injuste et réducteur de reprocher au président Ahmadinejad cet état de délabrement de l'économie. Il est consécutif à un embargo qui remonte à 1983 et qui n'a cessé de se renforcer jusqu'à la loi D'Amato³⁰. Sous le mandat du réformateur Khatami, le président George W. Bush ne l'a pas assoupli, plaçant même l'Iran sur « l'axe du mal » en 2002 malgré l'aide iranienne apportée aux américains contre le régime des talibans en Afghanistan. Un renforcement de l'embargo perturberait les intérêts à court terme de nombreux réseaux financiers et menacerait d'accélérer la décomposition de l'économie rentière du pays sur le long terme.

3.2.4 Un provocateur efficace

Sur le plan diplomatique, les déclarations d'Ahmadinejad ont eu les effets suivants : la crispation des positions américaines, l'isolement du pays, la dénonciation du soutien de réseaux

²⁷ Sur les soixante principaux gisements pétroliers iraniens, 57 ont besoin de réparations majeures, dont le coût est estimé à 14 milliards de dollars sur 15 ans.

²⁸ Travaux de la commission des affaires étrangères au sénat, audition de M. Bernard Hourcade, 24 janvier 2007.

²⁹ Données du ministère des affaires étrangères.

³⁰ Adoptée le 5 août 1996, la loi d'Amato établit qu'une compagnie, même non américaine, reconnue coupable d'investir plus de 40 millions de dollars en Iran se verrait appliquer des sanctions.

subversifs en Irak, l'augmentation de la pression militaire, et l'augmentation de la pression sur le système bancaire iranien, qui en retour a dû s'ouvrir à l'euro.

Pourtant, paradoxalement, alors que les Etats-Unis refusaient catégoriquement des pourparlers avec l'Iran, le renforcement de leurs positions en réaction aux excès de « l'épouvantail » Ahmadinejad les a conduits à créer la surprise le 28 février 2007 en acceptant, par la voix de Condoleeza Rice, de reprendre un dialogue direct rompu depuis 1980. Un de ses anciens conseillers diplomatiques, Philip Zelikow, explique : « *Nous étions convaincus que les Iraniens ne nous prenaient pas au sérieux. Alors nous avons fait en sorte que cela change, et maintenant on peut essayer la diplomatie.* »

Finalement, là où la tentative de séduction réformatrice a échoué, un discours provocateur associé à une amplification des crises régionales³¹ et à un changement du contexte (affaiblissement du président Bush et évolution positive de la crise de Corée) est en passe d'atteindre un objectif fondamental pour la diplomatie iranienne : mettre fin à l'humiliante indifférence américaine et renouer le dialogue avec cet interlocuteur prestigieux. Le rapport Baker-Hamilton concernant le conflit en Irak, publié le 6 décembre 2006, reconnaissait l'influence régionale iranienne et préconisait déjà l'ouverture de ce dialogue avec l'Iran.

Le rôle d'Ahmadinejad a été d'amplifier par son intransigeance une crise qui se résoudra avec sa ferme mise à l'écart, sous le contrôle du Guide. Sur un tel dossier, toute décision stratégique d'importance lui échappe. Il joue un rôle de composition qui sert à offrir au régime une sortie logique à la crise. Alors que se dessinent déjà son échec sur le plan intérieur, autant que son incapacité à conserver la cohésion de son soutien, les réseaux placent leurs pions pour l'après Ahmadinejad.

3.1 Un soutien qui s'effrite au grand jour

3.3.1 L'économie comme « talon d'Achille »

Si le président Ahmadinejad a grignoté une partie du système administratif, il lui manque les moyens économiques indispensables à la réalisation de ses promesses électorales. Ses propos hostiles à la « *mafia du pétrole* » et aux investissements étrangers n'ont fait que lui aliéner les

³¹ Soutien à la résistance en Irak, au Hezbollah au Liban, alliance stratégique scellée avec la Syrie, soutien financier à la Palestine dont le premier ministre a reçu 250 millions de dollars lors de sa visite à Téhéran fin 2006.

milieux des affaires, y compris ceux du secteur public. Alors que l'Iran fait face à de graves problèmes d'inflation et de chômage³², le président et son équipe n'ont pas été capables d'établir un programme d'actions dans les domaines économiques et sociaux. Fort peu enclin à poursuivre la politique amorcée en 2002 dans la perspective d'une adhésion à terme à l'Organisation mondiale du commerce (libéralisation des échanges, croissance des importations, ouverture progressive du marché iranien), il réduit sa politique à verser des indemnités, distribuer de l'argent lors des tournées en province pour calmer les esprits, mais sans véritable stratégie de fond sur le long terme. Ceci s'est traduit en particulier par la chute importante des cours de la bourse depuis son élection.

Les voix s'élèvent pour critiquer la politique immature du gouvernement dont l'incompétence a éclaté au grand jour lorsqu'Ahmadinejad a publiquement déclaré avoir épuisé son budget trois mois avant la fin de l'année iranienne³³. Le député Khoshshcher, membre de la mission économique du parlement, dénonce les tirages sur les fonds pétroliers ainsi que les promesses non budgétées du président à l'occasion de ses déplacements en province. Il prévoit que certaines mesures populistes, adoptées au nom de la justice sociale, vont se transformer en injustice. Il cite en exemple le fond nouvellement créé en faveur des jeunes mariés, dont certains vont se retrouver en situation d'extrême pauvreté en raison des charges de remboursement. Il cite aussi l'augmentation des salaires des ouvriers qui provoque des licenciements en masse. Une lettre ouverte de cinquante économistes s'inquiète que la politique économique conduise à un arrêt de la croissance et à l'augmentation d'une inflation déjà élevée.

Si certaines critiques sont justifiées, d'autres ne le sont pas, révélant une alliance politique contre lui des conservateurs modérés et des réformateurs qui se sont ressaisis politiquement de leur défaite. Autant il est recevable de lui reprocher la nomination de personnes non qualifiées à des postes de responsabilité, la politique salariale, la fuite des investisseurs³⁴, le saupoudrage budgétaire irréflecti en faveur des régions, autant il est incorrect de lui imputer l'augmentation des importations ainsi que la désorganisation d'un système bancaire rongé par les taux d'intérêts administrés, qui sont structurels et relèvent d'outils dont on l'a habilement dépossédé. Ce qui est certain, c'est que la méfiance du président vis-à-vis des investissements étrangers le prive de l'opportunité de mettre à profit la hausse des cours du pétrole, rendant virtuellement impossible la réalisation de ses objectifs en matière de justice sociale.

³² Officiellement, l'inflation avoisine les 16%, chiffre qui était déjà d'actualité sous le gouvernement Khatami, tandis que le taux de chômage est à deux chiffres.

³³ *Le Monde*, 16 décembre 2006.

³⁴ La fuite des capitaux nationaux vers Dubaï est conséquente. Beeman William, "after Amadinhejad, the prospect for US-iranian relations", *Chaillot Paper*, ISS, may 2006.

3.3.2 *Une position qui s'affaiblit*

Ahmadinejad voit ainsi son soutien s'effriter. Ayant lui-même sa propre trajectoire dans le système factionnel, il reste tributaire d'alliances ou au contraire de conflits vieux d'une trentaine d'années. De nombreux conservateurs s'éloignent, en lui reprochant de passer trop de temps à se confronter avec l'occident, au détriment de la situation intérieure. Le rassemblement des soutiens qu'il a opéré lors des élections n'a été qu'éphémère et force est de constater qu'aujourd'hui la division est patente. Il ne bénéficie pas du soutien complet du corps des *pasdarans*, mais seulement des fidèles qui partagent son idéologie, notamment les *bassidjis* et les anciens de la branche des renseignements *Al Qods* dont il est issu. La majorité des *pasdarans* modernistes a suivi en revanche le général Qalibaf.

Il convient à ce stade de rappeler que les nouvelles élites issues de cette génération montante sont certes solidaires, mais surtout hétérogènes : nationalistes, islamistes, comme libéraux ou internationalistes. Elles restent dans leur ensemble guidées par un opportunisme affairiste au profit de leurs intérêts personnels et non par un idéalisme qui finalement prend la forme d'un aventurisme hasardeux. Ensuite, l'élan populaire qui l'a porté au pouvoir était avant tout une protestation contre une classe politique, certainement pas la manifestation d'une société désireuse du retour à une idéologie décalée par rapport aux évolutions rapides qu'elle a connues depuis la révolution. Ainsi, la vague de répression qui sévit dans les universités a entraîné une explosion de colère inédite depuis son élection, illustrée par les manifestations étudiantes de décembre 2006. Lors de sa conférence sur l'holocauste, Ahmadinejad a été interrompu par les étudiants de l'Université technologique Amir Kabir, le centre de formation des élites de la nation iranienne, qui scandaient : « *Mort au dictateur !* ». Le 1^{er} mai 2006, plusieurs milliers de travailleurs sont allés devant le ministère du travail et des affaires sociales pour réclamer la démission du ministre Mohammad Jahromi, dont l'incompétence est notoire. Cette manifestation, initiée par les chauffeurs de bus, a été violemment dispersée par la police anti-émeute lorsqu'elle a été rejointe par des étudiants.

Enfin, de nombreux déshérités ne croient déjà plus en ses promesses. Le chômage, l'inflation et la spéculation immobilière pèsent sur le niveau de vie des ménages, alors que les réseaux de distribution de l'Etat les soutiennent de plus en plus mal. Les subventions publiques pour les denrées de première nécessité grèvent fortement un budget déjà contraint, au point qu'il est envisagé d'augmenter le prix du litre d'essence. Le grand ayatollah Youssef Saanei ironise sur cet échec symbolique : « *On m'avait promis, comme à chaque Iranien, d'apporter l'argent du pétrole*

jusqu'à ma table. Au lieu de cela, "ils" sont en train de me le prendre dans le réservoir de la voiture »³⁵.

Le test électoral des dernières élections de l'assemblée des experts et des conseillers municipaux, le 15 décembre 2006, a ainsi mis en évidence l'essoufflement de la popularité du président Ahmadinejad. La liste menée par sa sœur Parvine Ahmadinejad n'a obtenu que trois sièges sur les quinze du conseil municipal de Téhéran, tandis que celle du conservateur modéré Qalibaf en a obtenu neuf. Cette tendance s'est confirmée en province. Concernant l'assemblée des experts, l'élection a consacré la victoire du conservateur modéré Rafsandjani et relégué la poussée des ultraconservateurs derrière la candidature de l'ayatollah Mesbah Yazdi à la sixième position. Le rapport de force en son sein ne change pas, avec une majorité de membres de l'« association du clergé combattant », le parti conservateur fidèle au Guide. L'ayatollah Khamenei conserve donc son pouvoir absolu et reste à l'abri d'un renversement.

³⁵ Marie-Claude Descamp, « La critique des mollahs envers Ahmadinejad », *Le Monde*, 5 mars 2007.

Conclusion

« *Tout ce qui est excessif est insignifiant* »

Talleyrand

Avec l'élection d'Ahmadinejad, un nouveau chapitre de l'histoire iranienne s'est ouvert. Les quatre années de son mandat ne vont certainement pas marquer une inflexion majeure dans la conduite politique du pays. Certes ses diatribes enflammées inquiètent au premier abord, mais elle ne font que dévoiler la faiblesse de sa position sur l'échiquier du pouvoir en Iran. Simple exécutant fidèle et idéaliste, sans réelle envergure, les véritables leviers du pouvoir lui échappent, faisant de lui un « tigre de papier ». Plus que jamais, la réalité iranienne paraît se refléter avec toute sa complexité dans ces miroirs persans, brisés de mille facettes que l'on retrouve dans les maisons traditionnelles. La réalité y est réfractée, déformée et insaisissable.

N'ayant pu conserver la cohésion de la coalition de circonstance qui l'a mené au pouvoir, Ahmadinejad est progressivement coupé d'une base populaire déçue par son incapacité à tenir ses promesses. A l'instar de Khatami, il est pourtant déterminé à mettre en œuvre son idéologie, mais alors que le premier a échoué face au contre-pouvoir conservateur, le second échouera face au contre-pouvoir financier.

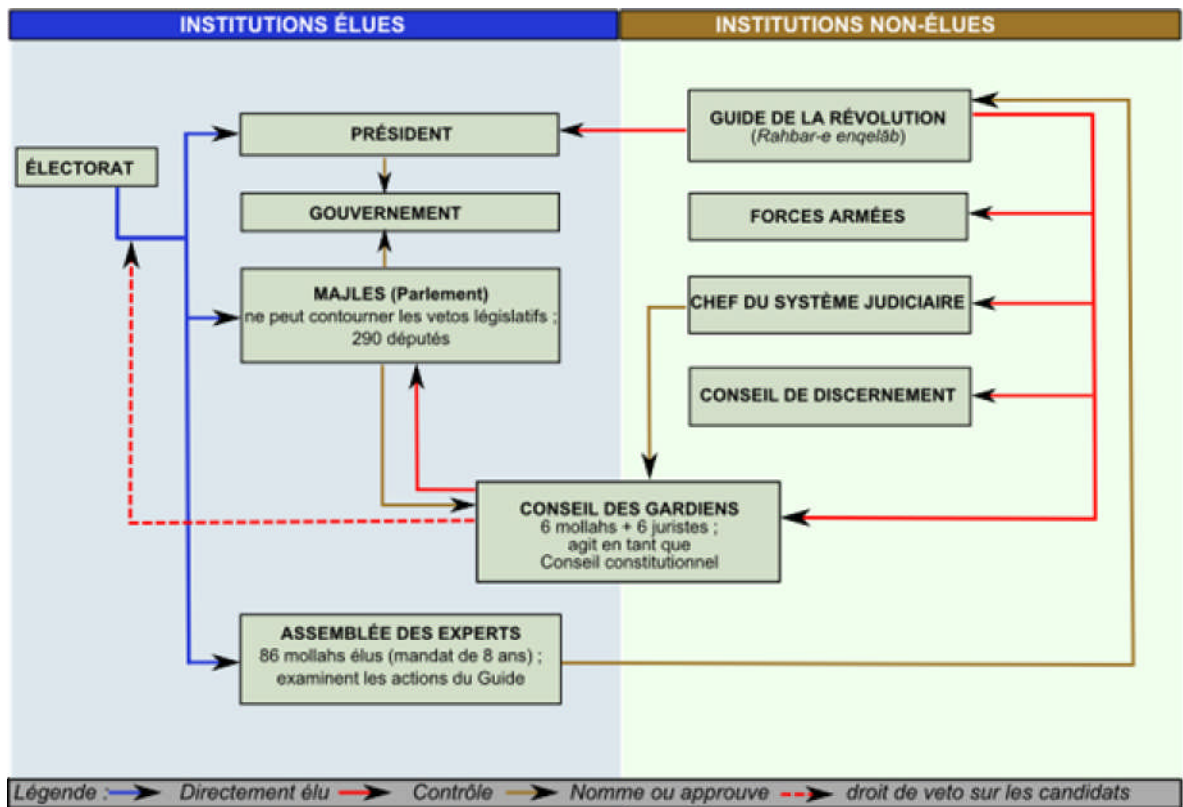
Ce nouvel épisode de l'histoire de la République islamique est donc loin de se réduire à quelques dérapages oratoires. Mais il signale une transition vers une période de remise en question liée à l'émergence d'une nouvelle élite politique, dans un contexte de nouvelles dynamiques internes et externes. Il y aura donc un avant et un après Ahmadinejad, dont vraisemblablement l'élimination de la scène du pouvoir devrait intervenir de manière tout à fait démocratique, lors des prochaines élections présidentielles en 2009. Néanmoins, par un jeu de bascule typiquement iranien, l'influence de la tendance qui monte, en l'occurrence actuellement le milieu *pasdaran*, a été une nouvelle fois contrebalancée, dans le souci permanent du Guide de maintenir l'équilibre qui prévaut depuis la Révolution.

Or, le Guide est âgé et il est de notoriété publique qu'il est rongé par le cancer. Jusqu'à quand parviendra-t-il à conserver le contrôle politique du pouvoir par un ajustement maîtrisé du régime aux changements et aux aspirations de la société ? Le contrôle de l'assemblée des experts qui nommera le remplaçant du Guide est donc susceptible de devenir un enjeu stratégique. La recomposition du jeu politique ne fait que commencer, et chaque camp, chaque cercle d'influence avance ses pièces sur l'échiquier pour obtenir une position favorable dans l'avenir.

A moins qu'un nouveau souffle initié par la reprise du dialogue avec les Etats-Unis, porté par une société toujours plus moderne en quête d'ouverture, soutenu par la majorité silencieuse des mollahs hostile à l'exercice du pouvoir par les religieux, ne balaye la constitution pour faire émerger un nouveau régime islamique moins théocratique...

ANNEXE 1

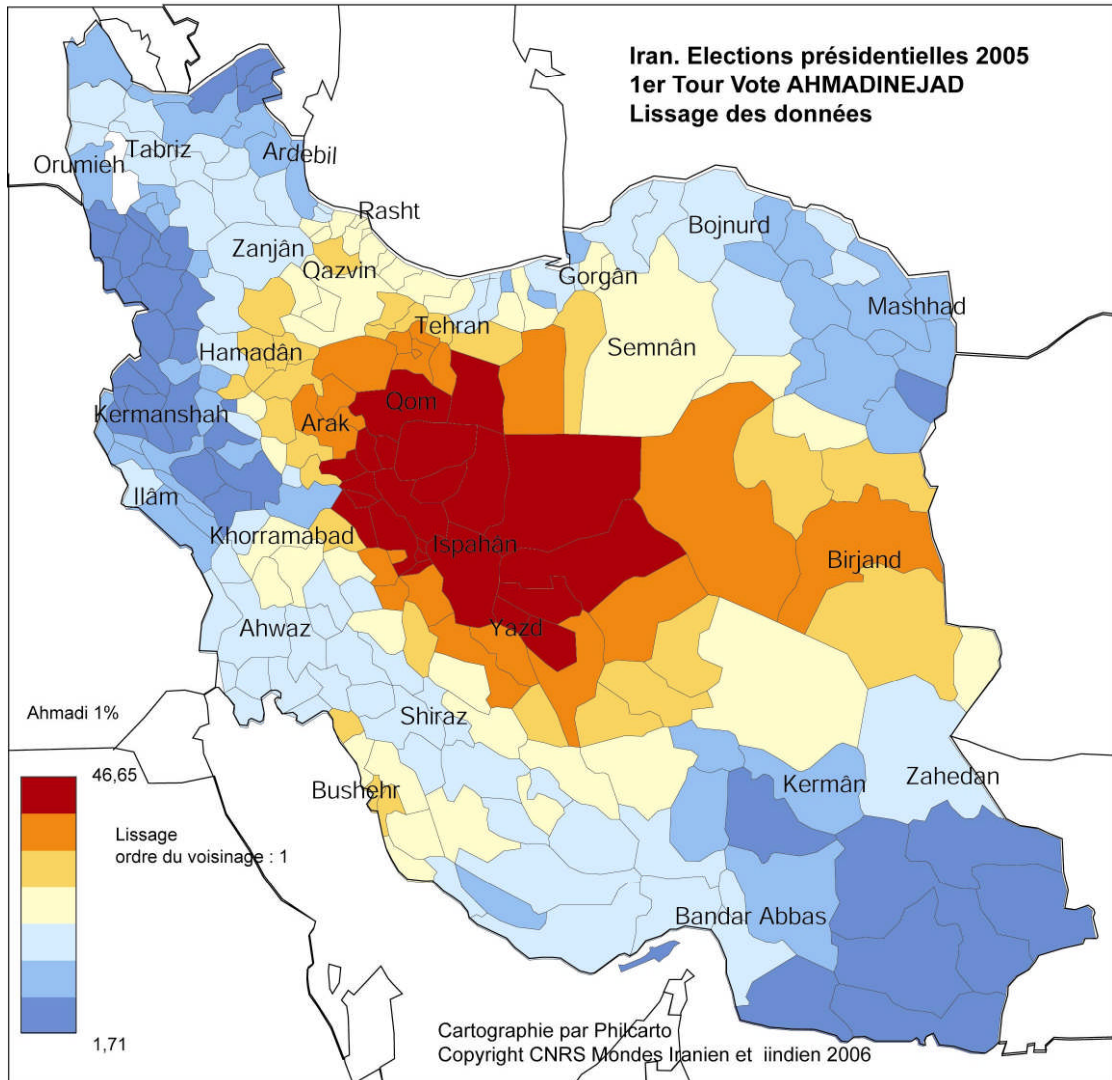
Organisation des institutions politiques de la République Islamique d'Iran



Source : encyclopédie internet Wikipédia

ANNEXE 2

Répartition géographique des votes exprimés en faveur de M. Ahmadinejad



Source CNRS, section mondes iraniens et indiens, 2006

Bibliographie et sources

Déclarations officielles

- **Lettre du président iranien Ahmadinejad au président américain Bush**, 8 mai 2006, présidence de la République Islamique d'Iran.

Ouvrages en français

- ADELKHAH Fariba, *Etre moderne en Iran*, Paris, Karthala, nouvelle édition, 2006.
- ADLER Alexandre, *Rendez-vous avec l'islam*, Paris, Grasset, septembre 2005.
- BARZIN Nader, *L'Iran nucléaire*, Paris, L'harmattan, décembre 2005.
- BONIFACE Pascal, *L'année stratégique 2006*, Paris, IRIS-Dalloz, 2006.
- BRIE André et CASACA Paulo, *Les moudjahidine du peuple d'Iran*, Paris, L'harmattan, novembre 2005.
- DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, avril 2005.
- EBADI Shirin, *Iranienne et libre*, Paris, La découverte, 2006.
- GERE Françoise, *L'Iran et le nucléaire*, lignes de repères, mai 2006.
- HOURCADE Bernard, *Nouvelles identités d'une république*, Paris, Belin, 2002.
- KLAN-THIEBAUT Azadeh, *La république islamique d'Iran*, Paris, Michalon, 2005.
- NICOULLAUD François, *Le turban et la rose*, Paris, Ramsay, 2006.
- NOUAILHAT Yves Henri et DE LA FOIE Sylvie, *Les Etats-Unis et l'islam*, Paris, Armand Colin, 2006.
- TELLIER Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Paris, Ellipses, 2005.
- TREAN Claire, *Le paradoxe iranien*, Paris, Robert Laffont, 2006.

Ouvrages en anglais

- POSCH W., AMIRPUR K., BEEMAN O., EHTASHAMI A., HALLIDAY F., HOURCADE B., KAPISZEWSKI A., REISSNER J., *Iranian challenges*, Paris, Institute for Security Studies, European Union, may 2006.

Conférences et entretiens

- SCHEMLA Elisabeth et BONIFACE Pascal : « L'Iran et sa stratégie », *université de tous les savoirs*, 16 octobre 2006.
- Mme SELIER Françoise, Secrétariat Général de la Défense Nationale, Paris, décembre 2006.
- M. MALBRUNO Georges, le Figaro, Paris, janvier 2007.
- M. POSCH Walter, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne, Paris, février 2007.
- M. HOURCADE Bernard, Centre National de Recherche Scientifique, Paris, mars 2007.

Articles de presse et de revues en français

- « Iran, la nouvelle menace », *Diplomatie*, n°18, janvier-février 2006.
- « Ahmadinejad n'attendra pas le Messie pour attaquer », *Asharq Al Awsat*, Londres, *Courrier International*, 19-25 janvier 2006.
- DECAMPS Marie-Claude, « Pour une caricature de trop », *Le Monde*, 30 septembre 2006.
- DECAMPS Marie-Claude, « La critique des mollahs envers Ahmadinejad », *Le Monde*, 5 mars 2007.
- DJALILI Mohammad-Reza, « Téhéran et ses incertitudes », *Le Figaro*, 17 mai 2005.
- FRACHON Alain, « L'éminence grise d'Ahmadinejad », *Le Monde*, 7 octobre 2006.
- HOURCADE Bernard, « Islam et monde », *Etudes*, mars 2005.
- HOURCADE Bernard, « Le renouveau du chiisme irakien, ou le fantasme d'un « croissant chiite » », dossier spécial, *Le Temps*, 3 février 2005.
- KHAVAND Fereydoun, « L'Iran du président Ahmadinejad », Enjeux diplomatiques et stratégiques 2006, CEDS, Paris, Economica.
- LEROY-PENANT Alexandre, « L'Iran du président Ahmadinejad », *Le Monde diplomatique*, décembre 2006.
- POTOCKI Michel, « Réflexions sur le système constitutionnel iranien », *Géopolitique*, n°88 octobre 2004.
- QAZWINI Hussein, « L'inspirateur caché d'Ahmadinejad », *Le Monde*, 22 septembre 2006.
- ROY Olivier : « Faut-il avoir peur d'Ahmadinejad », *Politique Internationale*, 2006.

Articles de presse et de revues en anglais

- SAMII Abbas William, « The nuclear Issue and informal networks », *Naval War College review*, winter 2006, Vol. 59.

Sites internet

Sites officiels et institutionnels

Ministère des affaires étrangères français : www.diplomatie.gouv.fr

Sénat français : www.senat.fr

Assemblée nationale française : www.assemblee-nationale.fr

Missions économiques françaises : www.missioneco.org

Site du Guide Ali Khamenei : www.khamenei.ir

Site du bureau du Guide : www.leader.ir

Site du président iranien : www.president.ir

Blog du président iranien : www.ahmadinejad.ir

Parlement iranien : www.majlis.ir

Ministère des affaires étrangères iranien : www.mfa.gov.ir

Mission permanente de la République Islamique d'Iran à l'ONU : www.un.int/iran

Institut d'études internationales et politiques iranien : www.ipis.ir

Ambassade de France en Iran : www.ambafrance-ir.org

Ambassade d'Iran en France : amb-iran.fr

Agence internationale de l'énergie atomique : www.iaea.org

Centres de recherche et d'analyse et encyclopédies

Institut d'études pour la sécurité de l'Union Européenne : www.iss.europa.eu

International Crisis Group : www.crisisgroup.org

CNRS mondes iranien et indien : www.ivry.cnrs.fr

Université de tous les savoirs : www.canal-u.com

Centre d'études transatlantiques : www.centretransatlantique.fr

Central Intelligence Agency américaine : www.cia.gov (dossier sur l'Iran)

Institut français des Relations Internationales : www.ifri.org

Institut de Relations Internationales et stratégiques : www.iris-france.org

Strategic road : www.strategic-road.com

La documentation française : www.ladocumentationfrancaise.fr (dossier nucléaire)

Association pour le débat, l'ouverture, la rationalité et l'analyse : www.afidora.com

Encyclopédie iranienne : www.iranica.com

L'Iran d'hier et d'aujourd'hui : www.persia-fr.com

Encyclopédie du droit *Juripolis* : www.jurispolis.com

Encyclopédie *wikipédia* : fr.wikipedia.org

Quid : www.quid.fr

Presse

Iran Focus : www.iranfocus.com

Journal Quotidien *Iran Daily* : www.iran-daily.com

Journal quotidien *Téhéran Times* : www.tehrantimes.com

Magazine *Sharq* : www.sharqmagazine.com

Islamic Republic of Iran Broadcasting : french.irib.ir et www.iribnews.ir

Agence de presse de la République Islamique d'Iran : www.irna.ir

Journal international arabe *Asharq Alawsat* : www.asharqalawsat.com/english

Journal quotidien libanais d'expression française *l'Orient le jour* : www.lorientlejour.com

Magazine *Diplomatie* : www.areion.fr

Revue géopolitique : www.diploweb.com

Revue de politique internationale : www.politiqueinternationale.com

Journal *le Monde diplomatique* : www.monde-diplomatique.fr

Journal *le Monde* : www.lemonde.fr

Journal *le Figaro* : www.lefigaro.fr

Média *France 2*, blogs et « émission Doit-on diaboliser l'Iran ? » :

www.info.france2.fr/emissions/1705437.fr.php

Opposition

Journal d'opposition *Iran Résist* : www.iran-resist.org

Parti d'opposition *Tudeh* : www.tudehpartyiran.org

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>1. COMPLEXITE ET OPACITE DE L'ECHIQUIER DU POUVOIR EN IRAN</u>	2
1.1. Au sommet de la hiérarchie, le Guide de la révolution	2
1.1.1 Des pouvoirs étendus	2
1.1.2 Le contrôle du parlement	4
1.1.3 Le contrepoids de l'assemblée des experts	4
1.2. Une organisation complexe du pouvoir central	5
1.1. Un clergé divisé entre pouvoir et théologie	5
1..2. Une nébuleuse de partis politique	5
1.3. L'arbitrage du consensus	6
1..4. La responsabilité limitée du président	7
1.3. L'influence des réseaux	8
1.3.1. L'héritage des premières années de la révolution	8
1.3.2. L'influence des fondations religieuses	9
1.3.3. La solidarité du corps des gardiens de la révolution	10
<u>2. UNE COALITION DE CIRCONSTANCE AUTOUR DE LA SINGULARITE D'AHMADINEJAD</u>	12
2.1. Retour sur une victoire surprise aux élections	12
2.1.1. Un contexte de crise de légitimité des mollahs	12
2.1.2. La personnalité singulière d'Ahmadinejad	13
2.1.3. La mobilisation des <i>bassidjis</i>	14

2.2. Le représentant d'une nouvelle génération	15
2.2.1. Les revendications des anciens combattants	15
2.2.2. Un vent de changement sur l'appareil d'état	16
2.3. La mise en œuvre modérée d'un programme radical	17
2.3.1. Idéalisme radical et pragmatisme	18
2.3.2. Un discours provocateur au service d'un renouveau nationaliste	19
3. <u>UNE INEXORABLE PERTE DE VITESSE</u>	22
3.1. Le temps de contre-pouvoirs	22
3.1.1. Un président mis sous tutelle	22
3.1.2. La dépossession des leviers d'action	23
3.2. Le dossier nucléaire, un pion au service d'une action	24
3.2.1. Un acteur sous contrôle	25
3.2.2. Les risques encourus	25
3.2.3. Un provocateur efficace	26
3.3. Un soutien qui s'effrite au grand jeu	27
3.3.1. L'économie comme « talon d'Achille »	27
3.3.2. Une position qui s'affaiblit	29
CONCLUSION	31
ANNEXE 1 : textes et communiqués	32
ANNEXE 2 : le rapport des forces militaires dans le détroit de Taiwan	33
BIBLIOGRAPHIE	34
TABLE DES MATIERES	39